



Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4020 LIEGE
P 001436



N° 153

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Liège - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

Presque chaque jour, les journaux télévisés nous montrent des images des deux guerres qui retiennent notre attention depuis des mois : d'Ukraine, on peut voir les dégâts des bombardements russes un peu partout dans le pays et, de Gaza, les effets de l'intervention israélienne sur une population affamée et désespérée. Dans les deux cas, on compatit à la douleur des personnes meurtries mais on se sent impuissant. Il est vrai que les décisions ne dépendent pas directement de nous mais tout de même, en tant que membres de la communauté internationale ou citoyens du monde, nous aimerions certainement faire plus que de nous lamenter dans notre coin face aux horreurs diffusées sur les écrans.

En Europe, pour ne parler que de notre continent, la plupart des gouvernements reconnaissent en l'Ukraine une nation injustement agressée et ont activé des sanctions à l'encontre de la Russie pour marquer leur désaccord. Non seulement, nos principes en droit international nous permettent de condamner l'attitude du gouvernement russe parce qu'il ne respecte pas les frontières avec ses voisins, mais ils nous autorisent aussi à l'accuser de crimes de guerre parce que ses opérations militaires ne se privent pas de cibler une population civile innocente.

Si ce point de vue est largement partagé au sein des populations européennes comme de leurs gouvernements respectifs, il n'en va pas de même pour le conflit à Gaza. Certes, tout le monde peut comprendre qu'Israël veuille répliquer suite aux pogroms perpétrés en octobre 2023. Mais, de l'avis même de membres de la communauté juive d'Europe ou d'ailleurs, le gouvernement israélien de M. Netanyahu ne semble pas tant vouloir récupérer les otages toujours aux mains du Hamas que de se venger sur une population palestinienne prise au piège dans la bande de Gaza dans le but de l'en déloger et d'accaparer le territoire. En moins de deux ans, les opérations militaires israéliennes ont occasionné plus de 60000 victimes du côté palestinien et, parmi elles, une majorité de civils, en particulier des femmes et des enfants. La traque aux terroristes ne peut justifier un tel carnage. En outre, la famine y est désormais organisée, d'où les images insoutenables sur nos écrans d'enfants émaciés dans un environnement apocalyptique.

Depuis des mois, les organisations de défense des droits humains dénoncent le blocage par Israël de l'aide humanitaire en plus des massacres de civils innocents. Ces images et déclarations ne semblent pas suffire à certains gouvernements européens pour tenter d'arrêter ce qui s'apparente à un génocide. Plus jamais ça !, répète-t-on depuis la Shoah ou le génocide rwandais. Si nous voulons réaliser ce vœu, nous devons nous en donner les moyens : des condamnations et des sanctions à l'égard des génocidaires sont un premier geste indispensable.

Au sommaire

Colombie

L'extrême violence est de retour
Page 2

Guatemala

Expulsions forcées, un conflit passé sous silence
Page 3

Mexique/Mexico

Témoignage de la volontaire belge
Elisa Keustermans
Page 4

Het groene goud van Mexico. Hoe de consumptie van avocado's in Europa een impact heeft op het geweld en de onveiligheid in Michoacán.
Page 5



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Colombie

L'extrême violence est de retour en Colombie

Les chiffres sont révélateurs de la crise sécuritaire que traverse la Colombie. Selon diverses études, les attaques, essentiellement contre les civils et les forces de sécurité, ont augmenté de près de 50% dans le pays sur les six premiers mois de 2025 par rapport à la même période l'an passé. Le présent article est repris au journal La Libre Belgique du mardi 26 août 2025.

Pourquoi cette violence ?

Beaucoup d'observateurs pointent l'échec de la politique d'une « Paix totale » du président de gauche Gustavo Petro, ancien guérillero du mouvement M19, ancien étudiant de l'Université de Louvain-la-Neuve, reconverti en politique et élu président en août 2022.



Le président colombien Gustavo Petro

Gustavo Petro voulait en finir avec soixante années de violence en Colombie, en privilégiant une solution politique et non militaire. Pour lui, il ne s'agit pas seulement de désarmer les groupes, mais aussi de transformer les conditions sociales, économiques et territoriales qui les alimentent.

Pourquoi est-ce que ça ne marche pas ?

Pour atteindre son objectif, le président colombien voulait donc ouvrir des négociations avec tous les groupes armés. Pas seulement les grands mouvements de guérilla comme l'ELN (Armée de libération nationale, dissidente des Farc), mais aussi les organisations criminelles et les narcotrafiquants.

Une politique ambitieuse mais mal préparée, mal encadrée et mal soutenue par la classe politique. Le Parlement n'a pas suivi les initiatives présidentielles et n'a pas permis au gouvernement de se doter de l'arsenal législatif et répressif qui l'aurait aidé à arriver en position de force aux négociations avec les différents mouvements armés. Des personnalités politiques de divers bords, comme les ex-présidents de la République Juan Manuel Santos et César Gaviria, ont qualifié la « Paix totale » de « fantaisie improvisée » ou de « total échec », pointant l'absence de méthode stratégique.

La confiance s'est rapidement érodée dans la population et les milices, elles, ont profité du cessez-le-feu décrété le temps des négociations pour se réarmer et élargir leur contrôle territorial.

Aujourd'hui, les grands mouvements ont tous accru le périmètre de leur zone de contrôle. L'EZN avait ainsi, en juin dernier, la mainmise sur 232 communes (pour 149 avant le début des négociations). La Segunda Marquetalia, soupçonnée d'être responsable de l'assassinat du candidat à la présidentielle Miguel Uribe Turbay, a plus que doublé le territoire qu'elle contrôle, passant de 124 à 299 communes. Le Clan del Golfo, le plus grand gang de narcotrafiquants, a bondi de 213 à 392 communes. Une progression systématiquement accompagnée d'une hausse des violences.

Le « plan pistolet »

Face à cette détérioration évidente sur le terrain, Gustavo Petro a été contraint d'affronter l'échec de son plan et a dénoncé une stratégie d'« assassinats systématiques » de membres des forces de l'ordre. Il a ainsi accusé le Clan del Golfo d'avoir mis en place un « plan pistolet », qui consistait, comme l'avait fait Pablo Escobar dans les années 1980, à rétribuer chaque assassinat d'un agent en uniforme. La prime oscillerait entre dix et quinze millions de pesos colombiens (entre 2300 et 3500 dollars), selon le ministre de l'Intérieur, Armando Benedetti.

Le gouvernement tente de réagir. Un plan a été mis sur pied depuis le 15 avril dernier pour engager une véritable guerre contre ce mouvement. Des centaines de ses membres ont été arrêtés, plusieurs dizaines ont été tués et des tonnes de cocaïne saisies.

Coup pour coup

L'offensive du gouvernement, qui ne se limite pas au Clan del Golfo, a débouché sur une nouvelle explosion de violences qui s'inscrit aussi dans un contexte préélectoral (la présidentielle est prévue en mai 2026). Cette échéance radicalise à la fois le débat politique et les réactions des mouvements armés qui ont désormais recours à des armes de plus en plus sophistiquées. L'attaque au drone, jeudi 21 août, dans la ville de Cali contre un hélicoptère des forces de l'ordre chargé de la lutte contre les planques des narcotrafiquants démontre que les criminels peuvent désormais perturber l'espace aérien du pays, longtemps dominé par l'armée colombienne. La « Paix totale » vire à une guerre totale, replongeant le pays dans ses plus sombres années.

Hubert Leclercq



Guatemala

Expulsions forcées au Guatemala, un conflit passé sous silence

Le numéro de mars dernier d'à propos, le magazine suisse du KOFF pour la promotion de la paix, s'intéresse aux conflits oubliés. Comme PBI a rédigé un article sur les expulsions forcées au Guatemala, en particulier celles qui affectent les communautés paysannes, nous le reprenons au magazine consultable à l'adresse https://koff.swisspeace.ch/apropos/issue/188_fr/.

Au Guatemala, les expulsions forcées continuent d'affecter les communautés autochtones et paysannes, notamment dans les départements d'Alta et Baja Verapaz. En 2024, la Unión Verapacense de Organizaciones Campesinas (UVOC) et le Comité Campesino del Altiplano (CCDA) ont recensé 68 ordres d'expulsion dans cette seule région. Ces violences s'inscrivent dans une longue histoire de dépossession des terres autochtones, accentuée par l'expansion des monocultures et des projets extractifs.

Un accès à la terre profondément inégalitaire

La répartition inégale des terres est un problème structurel majeur et l'une des principales causes du conflit armé interne, qui a meurtri le Guatemala de 1960 à 1996. Seulement 2 % des agriculteurs détiennent 65 % des terres agricoles les plus fertiles et, malgré les Accords de paix de 1996, la situation a empiré. La multiplication des monocultures (banane, sucre, huile de palme, café) et des projets miniers et hydroélectriques a augmenté l'accaparement des terres des communautés paysannes et autochtones pour laisser place à ses projets.

Des expulsions violentes et illégitimes

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a dénoncé des expulsions menées sans consultation ni notification préalable, souvent accompagnées de violences de la part de la police et de l'armée. Les populations sont criminalisées, accusées d'« usurpation » ou de liens avec le narcotrafic pour légitimer leur expulsion. Cela entraîne la destruction des logements, des provisions, parfois la perte du bétail. Enfin, les personnes expulsées se retrouvent sans solution de relogement ou accès à la justice.

L'engagement de PBI aux côtés des communautés

Face à ces violences, Peace Brigades International (PBI) accompagne les communautés paysannes et autochtones dans leur lutte pour leurs droits territoriaux. PBI documente les abus et alerte les instances internationales, comme l'ONU, sur les menaces pesant

sur les défenseur(e)s de ces communautés. Le cas de la communauté q'eqchi' Lajeb Kej illustre cette crise : ses membres, sans titres de propriété officiels mais cultivant la terre depuis des générations, subissent des attaques armées et des menaces constantes. En janvier 2025, malgré des recours légaux et des mesures de protection internationales, les familles ont été expulsées par la force. PBI est resté en contact avec la communauté et a plaidé auprès des autorités pour garantir sa sécurité.



Visite de PBI auprès de la communauté Q'eqchi' Lajeb Kej.

Une lutte invisibilisée par les médias et la communauté internationale

Malgré les alertes des organisations locales et internationales, l'État guatémaltèque reste passif face à ces violations. L'ONU a recommandé de protéger les communautés autochtones et de mettre fin aux expulsions forcées, mais ces appels restent largement ignorés. Tant que le système foncier favorisera l'accaparement des terres, la violence contre les peuples autochtones se poursuivra. Ce combat dépasse la justice sociale : il s'agit de reconnaissance historique et de restitution des terres spoliées. Les communautés continuent néanmoins de résister, affirmant leur droit à la terre et à l'autodétermination.

Article de PBI-Suisse

Reconduction du droit à octroyer des attestations fiscales

Pour tout don d'au moins 40 euros, PBI-Belgium a reçu la reconduction de son droit à octroyer des attestations fiscales pour les années futures. Aussi n'hésitez pas à effectuer un ordre permanent au profit du compte de notre organisation BE07 0011 0164 5366. Merci d'avance.



Mexique

Témoignage de la volontaire belge Elisa Keustermans

De février 2024 à juin 2025, la volontaire belge Elisa Keustermans a fait partie de l'équipe de terrain de PBI-Mexique, prolongeant même de quelques mois supplémentaires son séjour, initialement prévu pour un an, dans le but d'approfondir son action pour les droits humains et de renforcer les liens tissés au sein du projet. Dans l'interview qu'elle a donnée pour le dernier rapport annuel du projet Mexique, elle partage généreusement ce que cette expérience a signifié pour elle : les apprentissages, les défis, les liens tissés et la force transformatrice de l'accompagnement. Nous vous en livrons ci-dessous de larges extraits traduits.

Quel bilan tires-tu de ton année en tant que brigadiste au sein du MEP ?

En un mot, mon année a été intense : être brigadiste dans l'équipe de terrain de PBI est une expérience et une situation uniques. Vivre, travailler et tout partager avec les mêmes personnes crée des liens intenses, mais aussi très forts, et je trouve cela très beau. C'est précisément l'intensité du parcours, le fait de vivre de nombreuses expériences très diverses en peu de temps, qui le rend très enrichissant, inspirant et plein de nouveaux apprentissages personnels et collectifs. Cela a représenté beaucoup de travail, beaucoup de responsabilités, beaucoup de moments de stress et de tension, mais aussi beaucoup de moments de détente, de rires et d'affection partagés avec toutes les personnes qu'un brigadiste rencontre sur son chemin.



La volontaire Elisa en situation d'accompagnement à Puebla

tuels, on peut observer la portée du travail de PBI dans les différents États où nous travaillons. L'impact se concentre principalement sur ce que PBI tente d'apporter et de mettre en place pendant et après un accompagnement : des outils pour promouvoir la sécurité et la protection intégrale, des stratégies pour influencer différentes instances gouvernementales - nationales et internationales - et un réseau de soutien plus étendu.

PBI fait le lien entre la communauté internationale et les organisations et collectifs de base. Elle construit un réseau solide auquel les organisations et les défenseurs peuvent faire appel pour renforcer leurs outils internes en matière de sécurité et de protection intégrale ou pour obtenir le soutien d'organisations et d'institutions internationales, par exemple.

Quelle est la relation des brigadistes avec les défenseurs des droits humains ?

En général, il s'agit d'une relation très étroite, honnête et professionnelle. Cette confiance mutuelle constitue une base solide pour collaborer et accompagner, être à l'écoute des demandes et partager des stratégies afin de continuer à élargir l'espace de travail des défenseurs de droits humains et leur apporter notre soutien là où nous le pouvons.

Quels ont été tes défis ? Quels enseignements en as-tu tirés ?

En raison de la rapidité et du rythme effréné du travail, la gestion du temps et de l'énergie a constitué un véritable défi personnel. Trouver et sauvegarder du temps pour moi-même, donner la priorité à mon bien-être et établir un réseau de soutien d'amis en dehors de PBI afin de pouvoir déconnecter de temps en temps n'est pas si évident dans la vie d'un « pbiste ». Au niveau du projet, il s'agit de trouver le bon équilibre entre les lignes stratégiques et le travail sur le terrain, qui nécessite généralement beaucoup plus de flexibilité et de réactivité.

Parmi les plus grands enseignements, il y a la connaissance acquise sur les différentes façons de résister et de s'organiser dans les luttes. C'est très inspirant de collaborer avec des défenseurs qui vous apprennent beaucoup sur leur contexte et vous invitent à en faire partie. De plus, les tâches et les responsabilités d'un(e) brigadiste dans l'équipe de terrain sont si variées que l'on acquiert de nombreuses compétences et aptitudes, et que l'on se sent soutenu dans ce processus.

Elisa Keustermans

En quoi consiste le travail de PBI ?

Grâce à l'accompagnement des défenseurs et à l'observation internationale, l'objectif est d'élargir les réseaux de soutien dont disposent les organisations et les défenseurs, de faire écho aux événements, et d'augmenter l'espace d'action des défenseurs, en mettant l'accent sur leur sécurité avant, pendant et après les activités qu'ils mènent.

Bien que l'impact de PBI ne soit pas facile à mesurer, car l'objectif est d'atteindre davantage de personnes et de communautés grâce à des accompagnements pon-



Mexico

Het groene goud van Mexico

Hoe de consumptie van avocado's in Europa een impact heeft op het geweld en de onveiligheid in Michoacán, Mexico

We hebben het bijzonder genoeg in dit Bulletin een getuigenis te publiceren van Elisa Keustermans, die van februari 2024 tot juni 2025 als vrijwilligster mee actief was in het veldteam van PBI Mexico.

Toen me gevraagd werd iets te schrijven over mijn ervaring in het veldteam van PBI Mexico, zei ik volmondig en enthousiast ja. Nu ik hier aan mijn laptop zit, voel ik vooral twijfel: waarover zal ik het hebben? De uiteenlopende vormen van verzet die ik heb mogen leren kennen van binnenuit, de uitgestreken en diverse landschappen die ik heb bewandeld, de angsten die ik heb gevoeld voor de veiligheid van de mensenrechtenverdedigers die PBI bijstaat, of de heerlijk rijke relaties die ik heb opgebouwd met personen zowel binnen als buiten de mensenrechtenorganisaties. Hoe vat je zo iets samen?

Ik zou kunnen schrijven over de strijd van de inheemse bevolking in Puebla om hun land, en het protest tegen het bedrijf dat (onder toezicht van de overheden) een grote open vuilnisbelt creëert en het land en water van de wijde omgeving vervuult. Of over de continue ontvreemding van de bevolking in de Sierra Tarahumara in Chihuahua enerzijds met toeristische doeleinden, en anderzijds voor drugshandel en illegale houtkap. Maar met welke woorden vertaal ik wat ik gezien heb tijdens het veldwerk bij PBI naar een context waarin deze zaken geen vertaling hebben? Hoe begin je te vertellen over een gewelddadige context op een genuanceerde manier, zonder in essentialisme te vervallen of bepaalde clichés over het *verre Mexico* te doen voortleven? Hoe zorg je ervoor dat we niet te gemakkelijk oordelen over het onbekende drugsgeweld ergens veraf?

Ik denk dat het verhaal begint bij de link met het *hier*. Als ik het wil hebben over het voortdurende gewapende conflict in de Mexicaanse staat Michoacán tussen de georganiseerde misdaad en militaire instanties, waarbij geen enkele partij effectief de veiligheid kan waarborgen van de inheemse bevolking, is het belangrijk te kaderen dat wat er *daar* gebeurt deel is van een globaal geheel. Wat ik bij mijn verhalen bij mijn terugkomst in België voornamelijk wil uitdragen, is dat het net één ver-van-mijn-bedshow is. We hebben hier ook

een verantwoordelijkheid op te nemen, want mondiale problemen vereisen mondiale oplossingen en globaal verzet.



Het meer van Cuitzeo in Michoacán, dat ieder jaar droger komt te staan.

Laat ons inzoomen op de bovengenoemde situatie in Michoacán. Deze staat is al decennialang een zeer begeerd territorium voor verschillende grote kartels door de gunstige geografie en rijke bodem. Een situatie die onophoudelijk leidt tot gewapende conflicten, grondonteigening van de inheemse bevolking, afpersing, ontvoeringen, verdwijningen en moorden. Mexico is 's werelds grootste producent en exporteur van avocado's, met tot 30% van de mondiale avocado-oogst, en Michoacán is de staat die 80% van de avocado's produceert die door Mexico geëxporteerd worden, voornamelijk naar de Verenigde Staten en Europa. Het is dan ook een belangrijke bron van inkomsten voor de economie in Michoacán.

“Heerlijk, zo een plaatselijke en verse avocado!” Ik heb het meerdere keren gehoord van buitenlanders op bezoek in Mexico. En dan dacht ik steeds weer “ja, maar...”. De grote vraag naar avocado's heeft geleid tot veel monocultuur die de watervoorraad en de ecosystemen in Michoacán, waarrond het leven in de hele regio is opgebouwd, onder druk zet. Het gaat om een productie die te paard gaat met massale ontbossing en uitbuiting van landbouw (en landbouwers). De grote natuurlijke meren in Michoacán komen nagenoeg droog te staan, niet door slecht of onverantwoord gebruik van de

PBI Projecten zoeken veldvrijwilligers

In de projectlanden van PBI werken veldvrijwilligers aan « making space for peace » : de bescherming van mensen en organisaties die bedreigd worden. Onze organisatie PBI is regelmatig op zoek naar nieuwe veldvrijwilligers voor haar projecten. De vrijwilligers werken en wonen in teamverband gedurende een jaar of langer. De teamlanden komen uit verschillende landen en middels een roulatiesysteem wordt er iedere keer één lid vervangen uit het team.



A m e r i k a

omliggende dorpen zoals de autoriteiten weleens beweren, wel door het illegaal oppompen van het meer naar avocadoplantages.

Niet alleen ecologisch zijn we geneigd om het grotere plaatje niet onder ogen te komen bij onze consumptie van avocado's. Ook de impact op de bevolking van Mexico en in het bijzonder Michoacán is ontzettend groot, vooral door de groeiende rol die de georganiseerde misdaad speelt in de avocadoteelt. Naast de 'traditionele' illegale praktijken van drugsproductie en -handel, zijn de grote kartels hun lucratieve activiteiten gaan diversifiëren, en hebben ze nu ook een centrale plaats veroverd in de economie van Michoacán, door in te zetten op de avocado- en limoenteelt.

Door middel van afpersing en bedreigingen, aan het adres van zowel de avocadotelers als de lokale autoriteiten die de vergunningen voor nieuwe akkers uitdelen, behouden de kartels de controle over de hele lijn in de avocadoproductie. Met als modus operandi verdwijningen, moorden of vernielingen van eigendommen, wordt er terreur gezaaid voor wie niet wil betalen, de oogst niet kan opdrijven, of wie geen avocado wil telen. Er is inmenging van de georganiseerde misdaad in de hele avocadoketen: van de productie over het inpakken, tot het transport voor export. Een pakkend voorbeeld is het effect in Michoacán van de Super Bowl in de VS, waarvan nacho's en guacamole doorheen de jaren het uithangbordje zijn geworden. Tijdens die periode stijgt de druk om avocado's te produceren, met 30% meer export in vergelijking met andere periodes, en bijgevolg ook het geweld en de onveiligheid in de regio.

Ondanks veel weerstand vanuit de inheemse bevolking en landbouwers, zijn de economische belangen voor de internationale markt van de avocadoproductie te groot. Kartels, overheden en internationale bedrijven vinden elkaar in gedeelde interesses, en vormen zo een corrupte driehoeksverhouding.

Het is in deze complexe context dat we vanuit PBI proberen om het netwerk en draagvlak te vergroten van de activisten en organisaties ter plaatse. Zo stonden we in Michoacán La Red Solidaria de Derechos Humanos bij, een inheemse mensenrechtenorganisatie die inzet op gemeenschapsversterking, contextanalyses en beleidsbeïnvloeding in het belang van gemeenschappen en personen die zich organiseren om meer veiligheid te

bekomen in de regio. Er is veel verzet vanuit de inheemse bevolking tegen de gewapende groeperingen in de regio van Michoacán. Toch staan ze er vaak alleen voor, aangezien de Mexicaanse autoriteiten er niet in slagen volwaardige bescherming te bieden aan hun burgers. Door de link te maken met de internationale gemeenschap en diplomatische organismen voert PBI de druk op voor de Mexicaanse overheden om actie te ondernemen en hun verantwoordelijkheid op te nemen.



Vrijwilligster Elisa op internationale observatie in Morelia, Michoacán

Het interessante aan het hele PBI-verhaal is dat je concreet bijdraagt aan de maatschappij waarin je je bevindt, en hierbij nooit uit het oog verliest hoe een bepaalde strijd ook op de mondiale keten impact kan hebben. Meer dan ooit lijkt het me dan ook nodig de link te maken tussen het *daar* en het *hier*. Ze bestaat en is voelbaar, dus is het aan ons om ook een deel van de verantwoordelijkheid op te nemen. Bewust omspringen met onze consumptie en stilstaan bij de impact die we zelf onder controle hebben is een eerste stap. Ik denk dat het ons voorrecht én onze plicht is om, waar we ons ook bevinden, ons steentje bij te dragen, onze toekomst te herscheppen, en het verzet een centrale plaats te geven in de samenleving. Zeker als we vandaag de dag zien dat mensenrechten overal ter wereld onder druk komen te staan.

Elisa Keustermans

Save the date !

Testimony from Andrew de Sousa on PBI's work in Indonesia

On Monday 8 December 2025, we will be talking (in English) with Andrew, who worked for many years as coordinator for PBI in Indonesia : What is the human rights situation in Indonesia, for example with regard to massive deforestation for palm oil exports? And what is PBI's work in this country? The event will begin **at 7:30 p.m.** and will take place **at the Maison de la Paix, rue Van Elewyck 35 in Ixelles.**

